



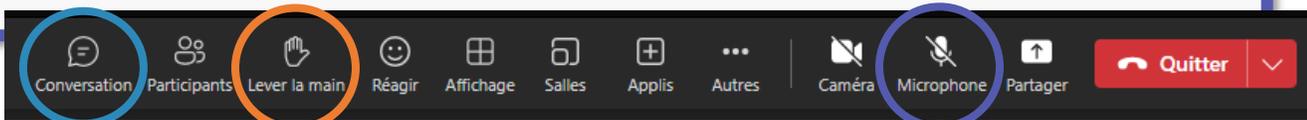
PLENIERE

Commission Consultative Paritaire Transition énergétique

22 mai 2024



Merci de bien vouloir **fermer vos micros**. Vous pouvez « **lever la main** » pour demander la parole et un espace « **conversation** » est à votre disposition pour poser des questions.





Pierre YVROUD

Président du SDESM



- **Investissements pour la transition énergétique:**

- Etude d'I4CE et La Banque Postale « Collectivités locales : comment financer l'accélération des investissements climat ? »
 - Intervention de La Banque Postale – [Julie Marcoff, responsable d'études financières à la Direction des études et de la recherche](#)
- Des outils pour accompagner les territoires dans leurs investissements
 - Intervention de La Banque des Territoires – [Paul-Henri Bullot, chargé de développement territorial Seine-et-Marne à la Direction régionale Ile-de-France](#)
 - Intervention de La Banque Postale – [Julien Gaudillon, chargé d'affaires secteur public local à la Direction de la banque de financement et d'investissement](#)

- **Actualités des PCAET**

- Etat d'avancement des PCAET en Ile-de-France et en Seine-et-Marne
 - Intervention de la DRIEAT Ile-de-France – [Patrick Favé, chargé de mission à la planification de la transition énergétique](#)
- PCAET et zones d'accélération / présentation de 2 outils permettant d'appréhender les enjeux de développement des énergies renouvelables sur les territoires.
 - Intervention du SDESM – [Gwennyn Yardin, cheffe de projet ENR et planifications climat](#)

- **Actualités des partenaires de la CDTE 77**

Introduction (1/3) – 2 annonces récentes

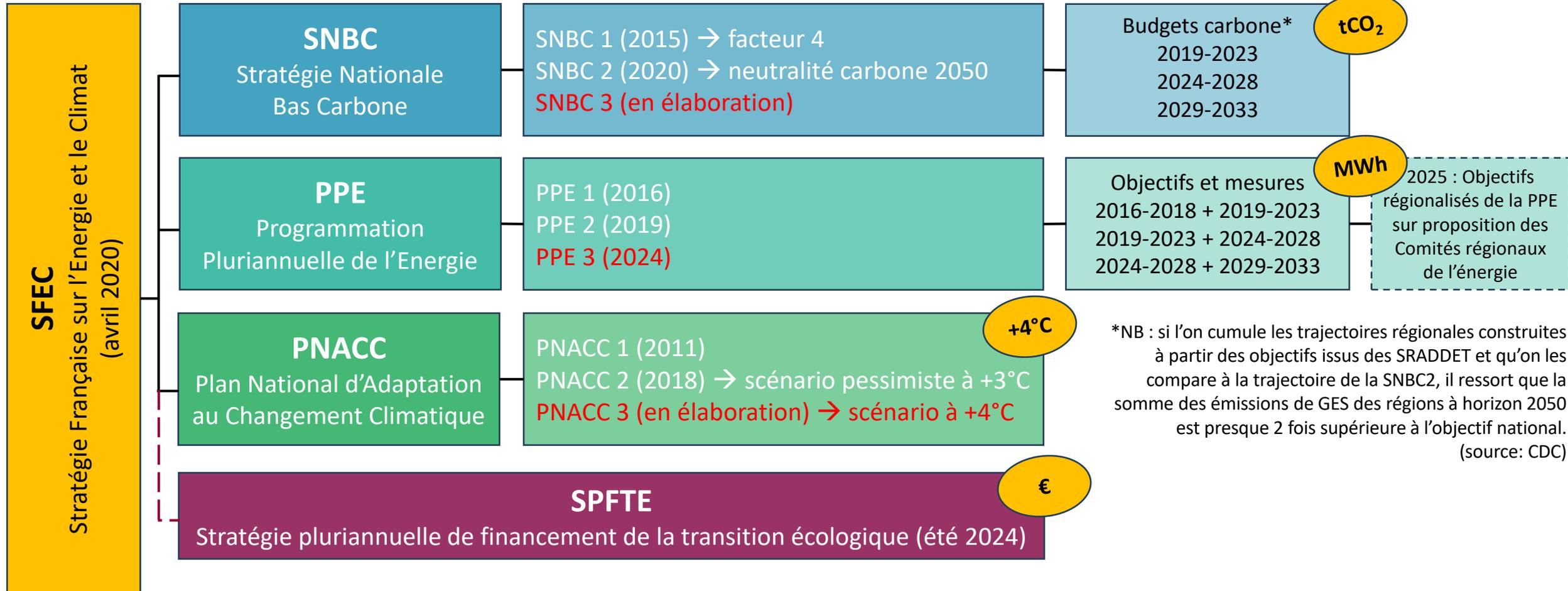
- **Budget vert des collectivités**

- introduit par le PLF 2024
- présenter les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique
- compte administratif uniquement, ajout d'une annexe « Mesure de l'impact environnemental du budget »
- pour les communes, les groupements et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants
- à compter de l'exercice 2024

Méthodes d'élaboration de budget vert:

- méthode d'I4CE : <https://www.i4ce.org/publication/evaluation-climat-des-budgets-des-collectivites-territoriales-guide-methodologique/>
- comparatif de méthodes établi par des élèves de l'INET et l'AFL : https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2022-04/2022_etude_budget_vert_INET_AFL.pdf

- **Stratégie pluriannuelle de financement de la transition écologique (été 2024)**



I4CE : « Au final, et dans l'idéal, la stratégie de financement devrait pouvoir se résumer en un tableau simple comme celui-ci-dessous, année après année et jusqu'en 2030 »

	<i>Rénovation Bâtiments publics</i>	<i>Rénovation Logements</i>	...	<i>Mobilité Véhicules bas carbone</i>	<i>Mobilité Infras de transport en commun</i>	<i>Total</i>
Investissement						
Dépenses de l'État						
Dépenses des opérateurs de l'État (SNCF Réseau, ANAH, ADEME...)						
Dépenses des collectivités						
Dépenses des ménages/entreprises						
Nouvelles réglementations ou réformes fiscales						



Julie MARCOFF

Responsable d'études financières

Direction des études et de la recherche

LA BANQUE POSTALE



I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement



22 mai 2024



Collectivités : comment financer l'accélération des investissements climat ?

Quatre scénarios à horizon 2030

Auteurs de l'étude :

François Thomazeau, Morgane Nicol (I4CE)

Julie Marcoff, Alice Monticelli,

Luc Alain Vervisch (La Banque Postale)



Origines et contexte de l'étude

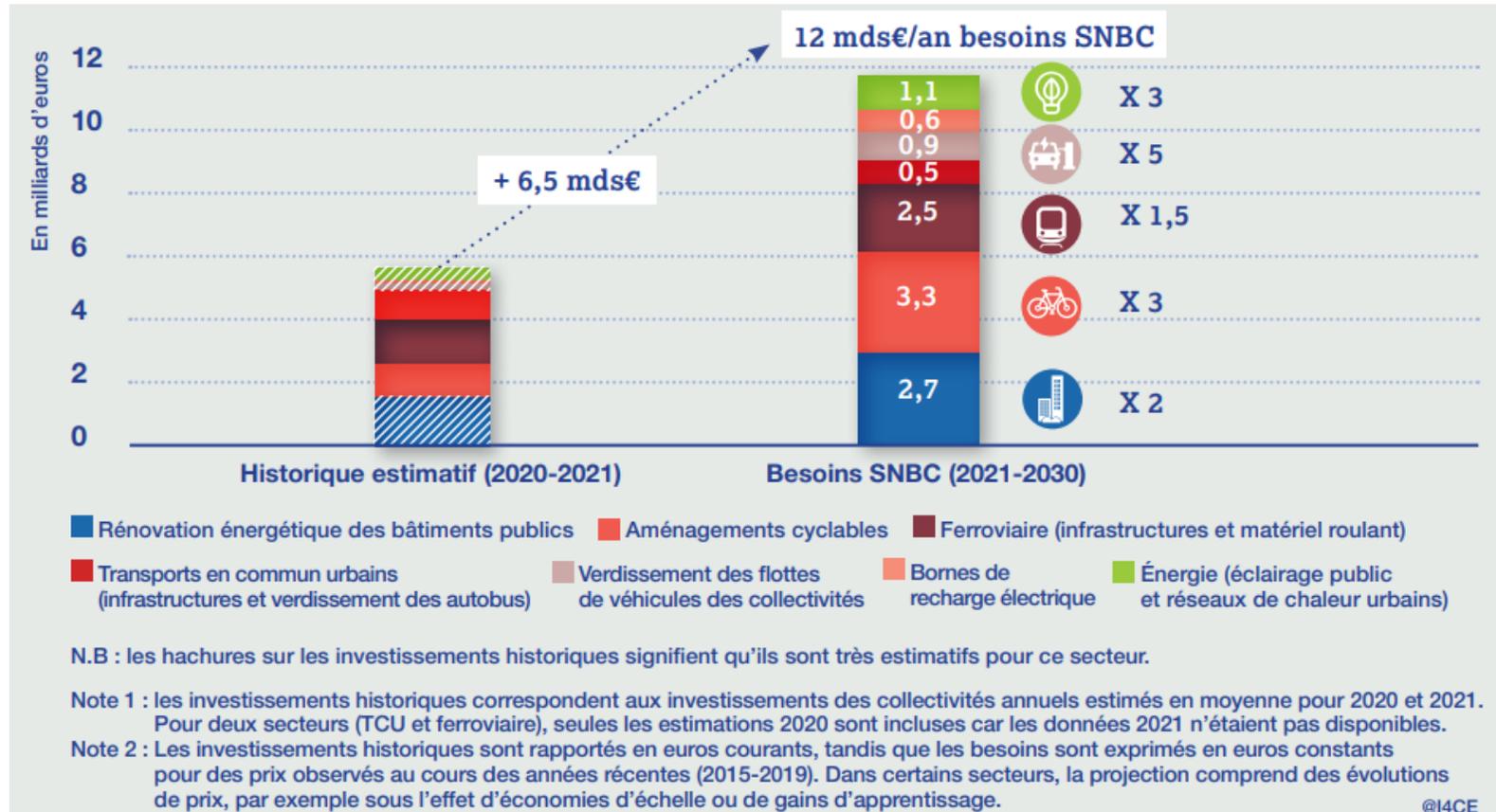


Objectifs de la stratégie nationale bas-carbone (SNBC)

- ⇒ Diminution de 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990)
- ⇒ Neutralité carbone à l'horizon 2050 (= équilibre, sur le territoire national, entre les émissions et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre)

Neutralité carbone : les investissements climat locaux doivent plus que doubler

INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR LE CLIMAT : HISTORIQUE ET BESOINS SNBC-2 (EN MILLIARDS D'EUROS/AN SUR 2021-2030)



Données prospectives d'investissements climat : une version *a minima*

FIGURE 6 : BESOINS D'INVESTISSEMENTS CLIMAT ADDITIONNELS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PAR ANNÉE RETENUS DANS L'ÉTUDE

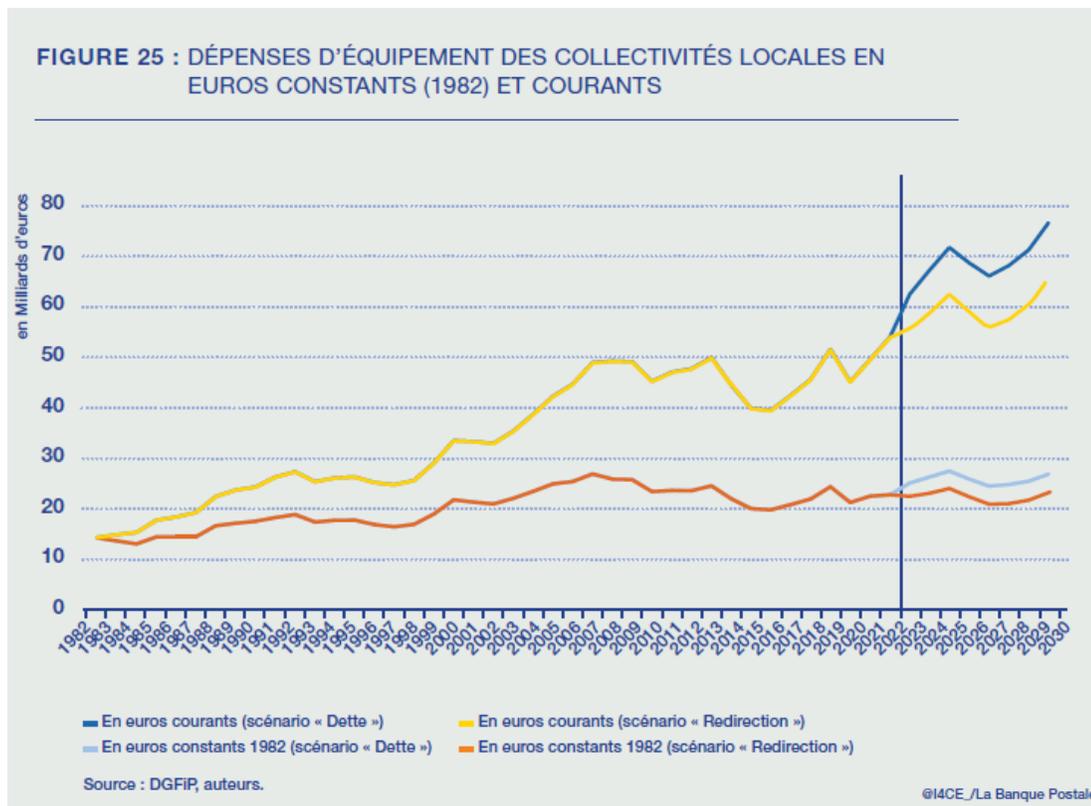
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
> BLOC COMMUNAL	4,3	5,4	5,9	6,2	6,5	6,9	7,1	7,5
> DÉPARTEMENTS	0,8	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3
> RÉGIONS	1,7	2,1	2,3	2,2	2,3	2,5	2,4	2,5
> TOTAL (EN Md€ COURANTS)	6,7	8,5	9,3	9,6	10,0	10,7	10,8	11,3

Source : Estimations I4CE et La Banque Postale.

@I4CE_/La Banque Postale

- Pour les besoins de l'étude les dépenses « climat » des collectivités ont été indexées sur l'inflation prévisionnelle et décorrélées du cycle d'investissement municipal
- Les dépenses « climat » prises en compte dans l'étude ne représentent qu'une version *a minima* des coûts de la transition dans le monde local

L'atteinte des objectifs climatiques nationaux repose sur un effort d'investissement historique des collectivités

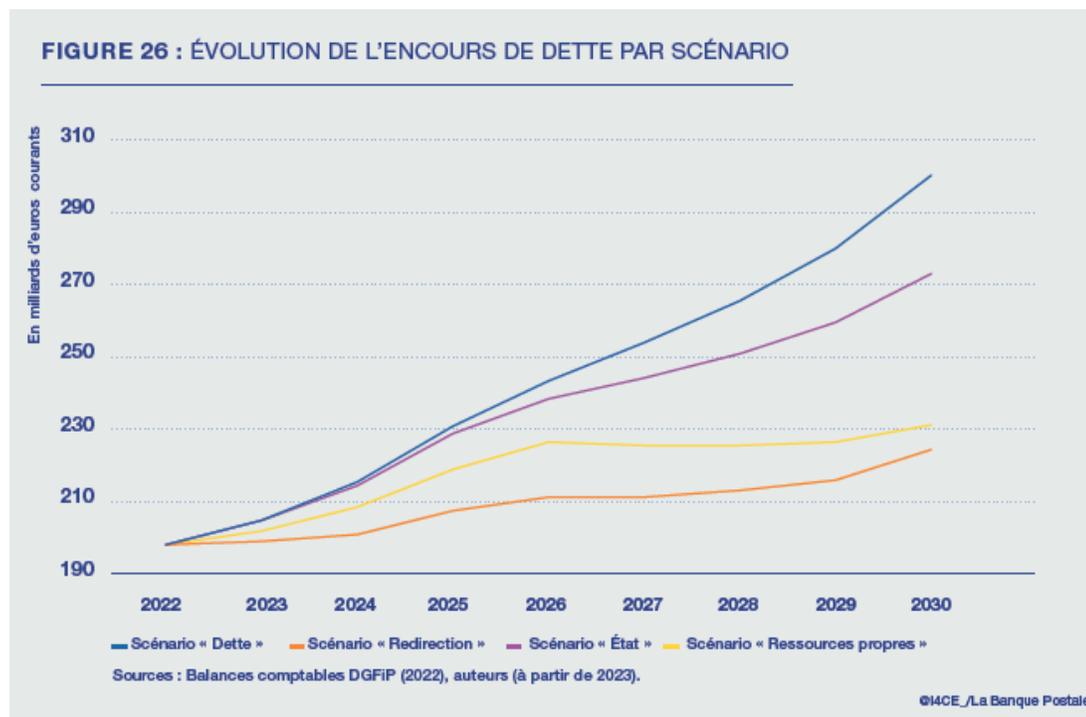


- Dans 3 scénarios sur 4 ces investissements ont été considérés comme additionnels à une trajectoire de référence
- En € constants sur longue période il s'agit de retrouver *a minima* les montants du milieu des années 2000, dans un contexte budgétaire très différent

Quatre scénarios contrastés

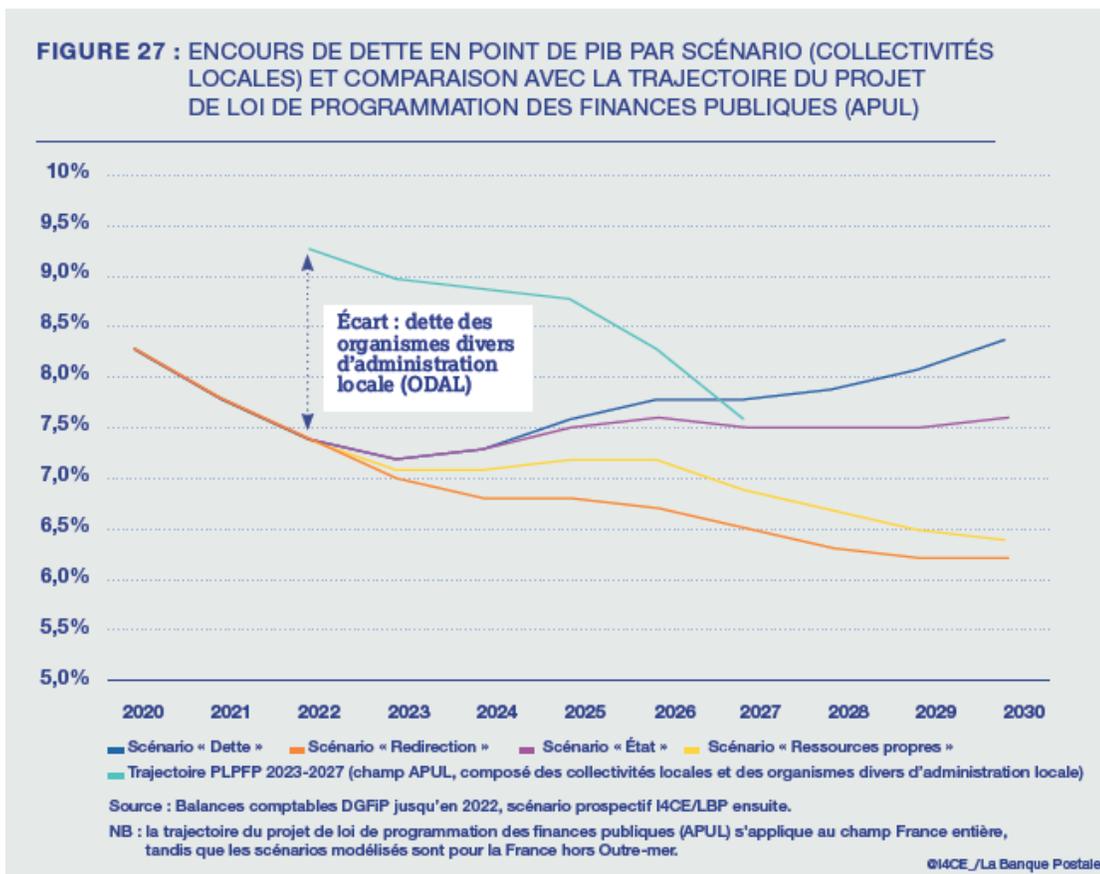
	Scénario	Réorientation des dépenses	Évolution des ressources propres	Évolution Fonds de roulement	Évolution transferts État	Endettement
	« Scénario de base »	Tendanciel sans inv. climat	Hausse modérée	Stable	DGF stable et fonds vert (FV) 2024	Ajustement
	« Dette »	Tendanciel + inv. climat	Hausse modérée	Stable	DGF stable et FV 2024	Ajustement
	« Redirection »	Inv. climat intégrés dans le tendanciel	Hausse modérée	Stable	DGF stable et FV 2024	Ajustement
	« État »	Tendanciel + inv. climat	Hausse modérée	Stable	DGF indexée inflation + FV tous les ans	Ajustement
	« Ressources propres »	Tendanciel + inv. climat	Tendanciel + hausse des taux et tarifs en 27/28	Prélèvement 2Md€/an	DGF stable et FV 2024	Ajustement

1- Tous les scénarios débouchent sur une augmentation significative de la dette des collectivités (1)



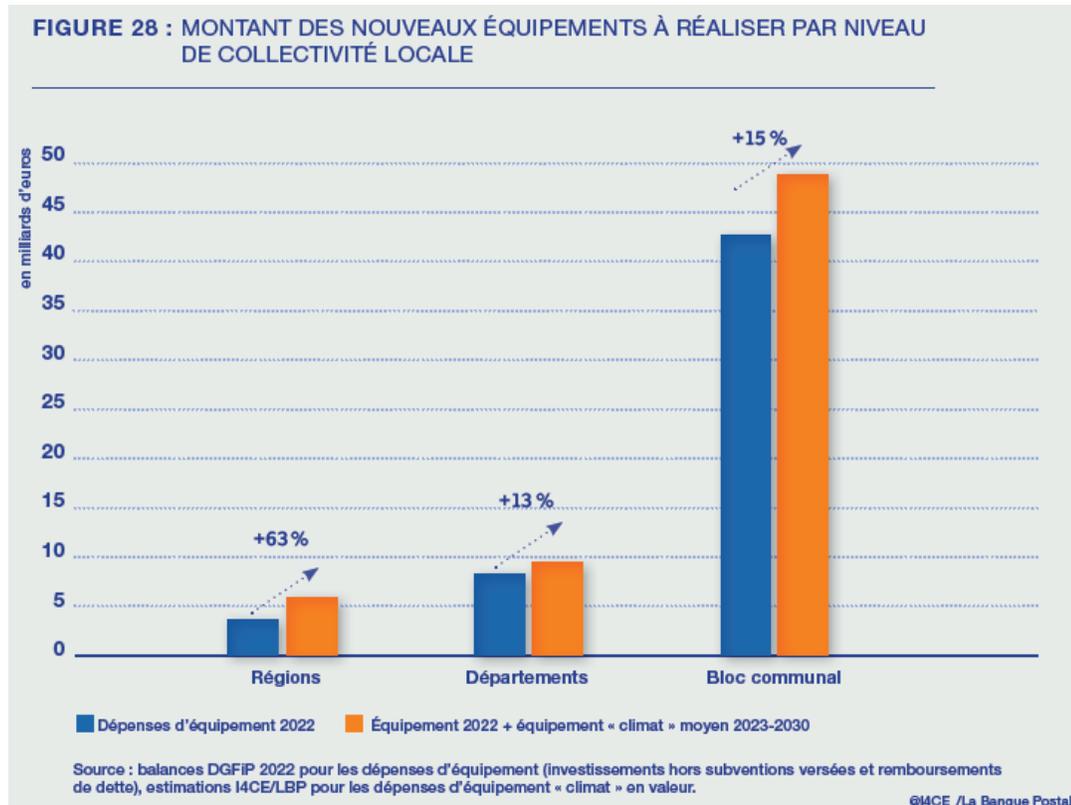
- La dette est toujours une « variable d'ajustement » pour compléter les autres leviers
- La question de la solvabilité des collectivités déjà endettées devient un enjeu important

2- Tous les scénarios débouchent sur une augmentation significative de la dette des collectivités (2)



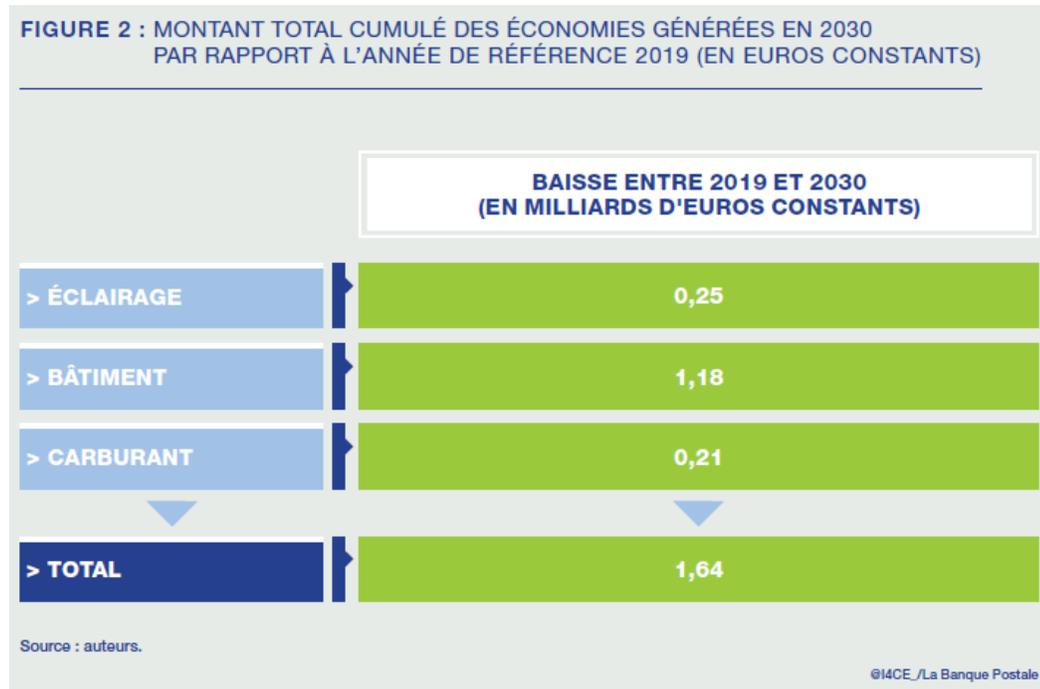
- Dans deux scénarios sur quatre (Ressources propres et Redirection), le ratio Dette/PIB diminue
- La trajectoire de désendettement du PLPFP n'est suivie dans aucun scénario
- Plus de détail est nécessaire sur la trajectoire envisagée à MT par l'État pour concilier les exigences de la planification écologique et celles de la trajectoire des finances locales

3- Départements et Régions font face à des difficultés de financement dans tous les scénarios



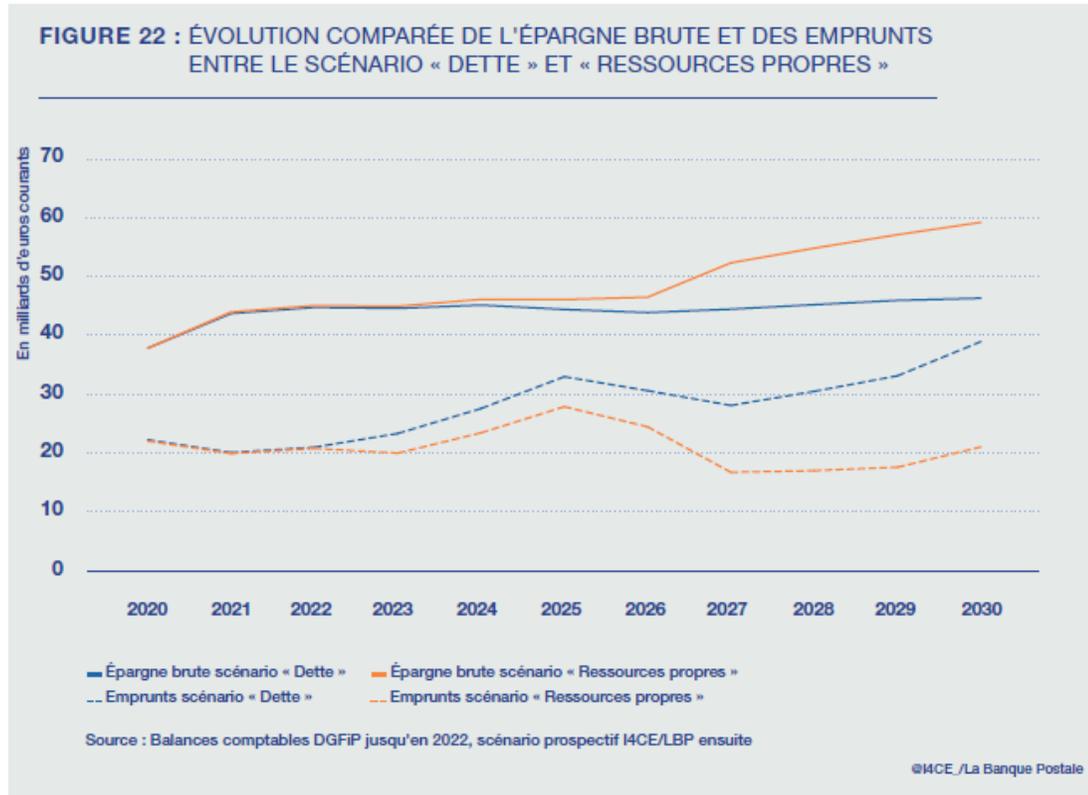
- Les difficultés rencontrées par les départements et les régions sont indépendantes de l'impact « climat »
- Les régions devraient augmenter de 63 % leurs investissements annuels à structure de financement du ferroviaire constante
- Interroge la capacité des Départements et Régions à soutenir les communes
- Au sein du bloc communal d'importantes disparités existent

4- Un impact réel des économies d'énergie, mais marginal à l'échelle du mur d'investissement à gravir



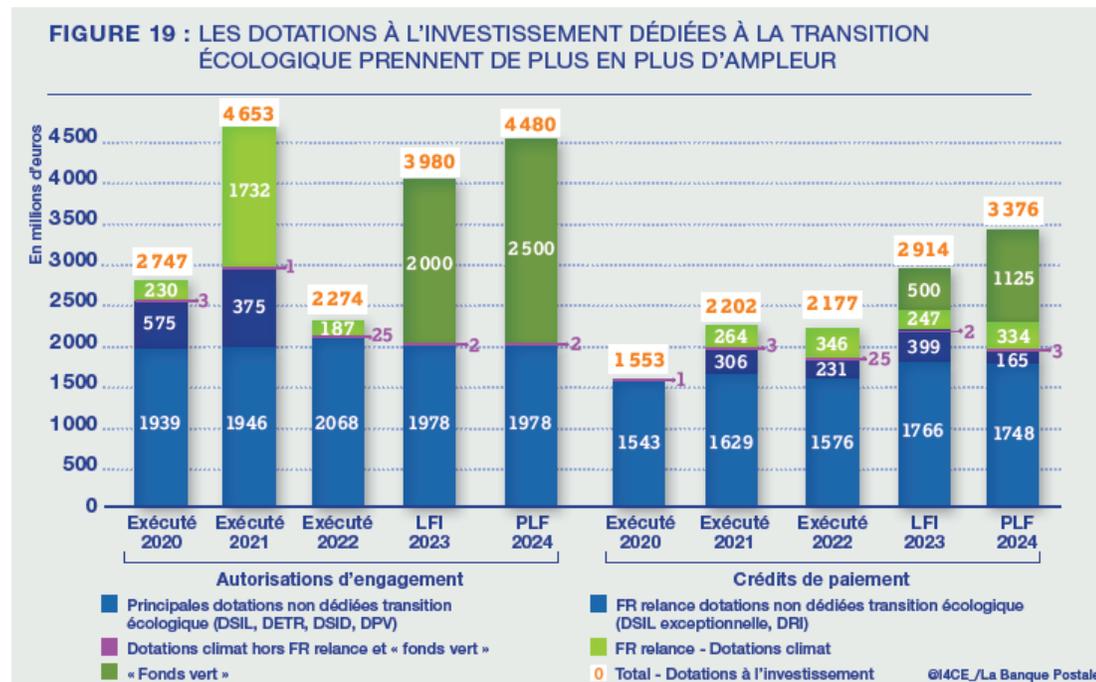
- Les investissements climat permettent des économies d'énergie significatives
- Les hypothèses retenues dans l'étude sont des hypothèses optimistes
- La contribution de ces économies au financement des investissements supplémentaires reste néanmoins marginale d'ici 2030

5- Le scénario « Ressources propres » est celui qui produit les effets les plus massifs. C'est politiquement le plus difficile.



- Le recours conjoint à la fiscalité et à une hausse des tarifs produit des effets très favorables sur l'épargne
- Le prélèvement sur le fonds de roulement et la hausse des cessions d'actifs diminuent le recours à l'emprunt dès 2023

6- L'hypothèse d'un soutien accru de l'État limité à la DGF et au « fonds vert » ne résout pas l'équation du financement de la transition



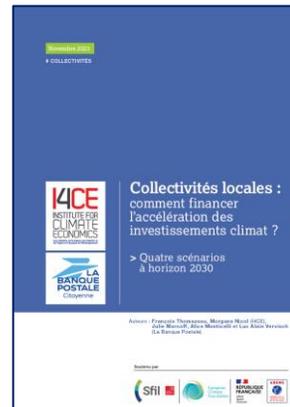
- Double effet conjoint d'une baisse de l'apport de l'État en fonctionnement (en euros constants) et d'une hausse des soutiens ciblés en investissement
- Même en stabilisant la DGF et en pérennisant le « fonds vert », l'équation du financement de la transition dans les collectivités reste entière

La solution repose sur un mix de ces leviers, qui soulèvent chacun des enjeux spécifiques

Scénarios	Freins et conditions à la mise en œuvre
Dette	<ul style="list-style-type: none">• Trajectoire des finances locales dans les documents programmatiques de l'État• Appétit des élus locaux pour la dette• Disponibilité et coûts du crédit
Redirection	<ul style="list-style-type: none">• Mieux connaître les dépenses « vertes » et « brunes » des collectivités• Évaluer le potentiel de réorientation des dépenses « brunes »• Efficacité de la dépense locale et débat sur ce qui peut être décalé / reporté au nom du climat
État	<ul style="list-style-type: none">• Évaluer l'impact incitatif réel des dotations versées• Penser le soutien aux collectivités aussi en fonctionnement• Intégrer de la pluriannualité dans les engagements étatiques
Ressources propres	<ul style="list-style-type: none">• Quelle équité pour le financement de la transition par le contribuable et l'utilisateur locaux ?• Conditions à la mobilisation accrue du fonds de roulement• Articulation des impôts existants avec le ZAN

Retrouvez les publications de la Direction des études

<https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/etudes.financeslocales.html>



- Abonnez-vous en ligne pour être averti(e) des nouvelles publications
- <https://www.labanquepostale.com/legroupe/actualites-publications/formulaire-abonnement>



etudes-secteurlocal@labanquepostale.fr



Paul-Henri BULLOT

Chargé de développement territorial Seine-et-Marne
Direction régionale Ile-de-France
LA BANQUE DES TERRITOIRES



BANQUE des
TERRITOIRES
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS



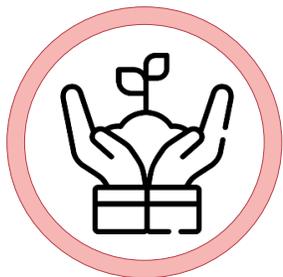
BANQUE des
TERRITOIRES



Financer la transition écologique et énergétique

L'action de la Banque des Territoires

Des dispositifs pensés pour les projets TEE



Investissement

2 grands moyens d'intervention



Prêt Transition Ecologique



EnR

Production d'énergie : solaire, réseau de chaleur...



Mobilité

Liaisons douces, infrastructure de transport...



Rénovation énergétique

Bâtiments publics, éclairage public



Projets verts

Biodiversité, déchets, construction verte, circuits courts...



Eau & assainissement

Réseaux, GEMAPI, infrastructures diverses...



Et ponctuellement :

Appui méthodologique, conseil, ingénierie et outils de pilotage

Focus sur les prêts



Prêt Transition Ecologique

Caractéristiques :

- Durée : de 15 à 40 ans
- Taux : fixes (barèmes mensuels) ou révisables : **Livret A + 0,4 %**



Intracting

Caractéristiques :

- Durée : <13 ans – temps de retour sur investissement court
- Taux : fixes (barèmes mensuels)

Un dossier de demande de prêt c'est :

- Une vision technique : quel projet, pour quels apports en matière de TEE (calcul d'économies d'énergies, calcul RE2020...)
- Une vision financière du projet : quelles subventions (notifications)
- Une vision budgétaire : quel impact sur la situation financière communale (BP, CA)

En savoir plus sur notre plateforme

banquedesterritoires.fr



| @BanqueDesTerr



Julien GAUDILLON

Chargé d'affaires secteur public local

Direction de la banque de financement et d'investissement

LA BANQUE POSTALE



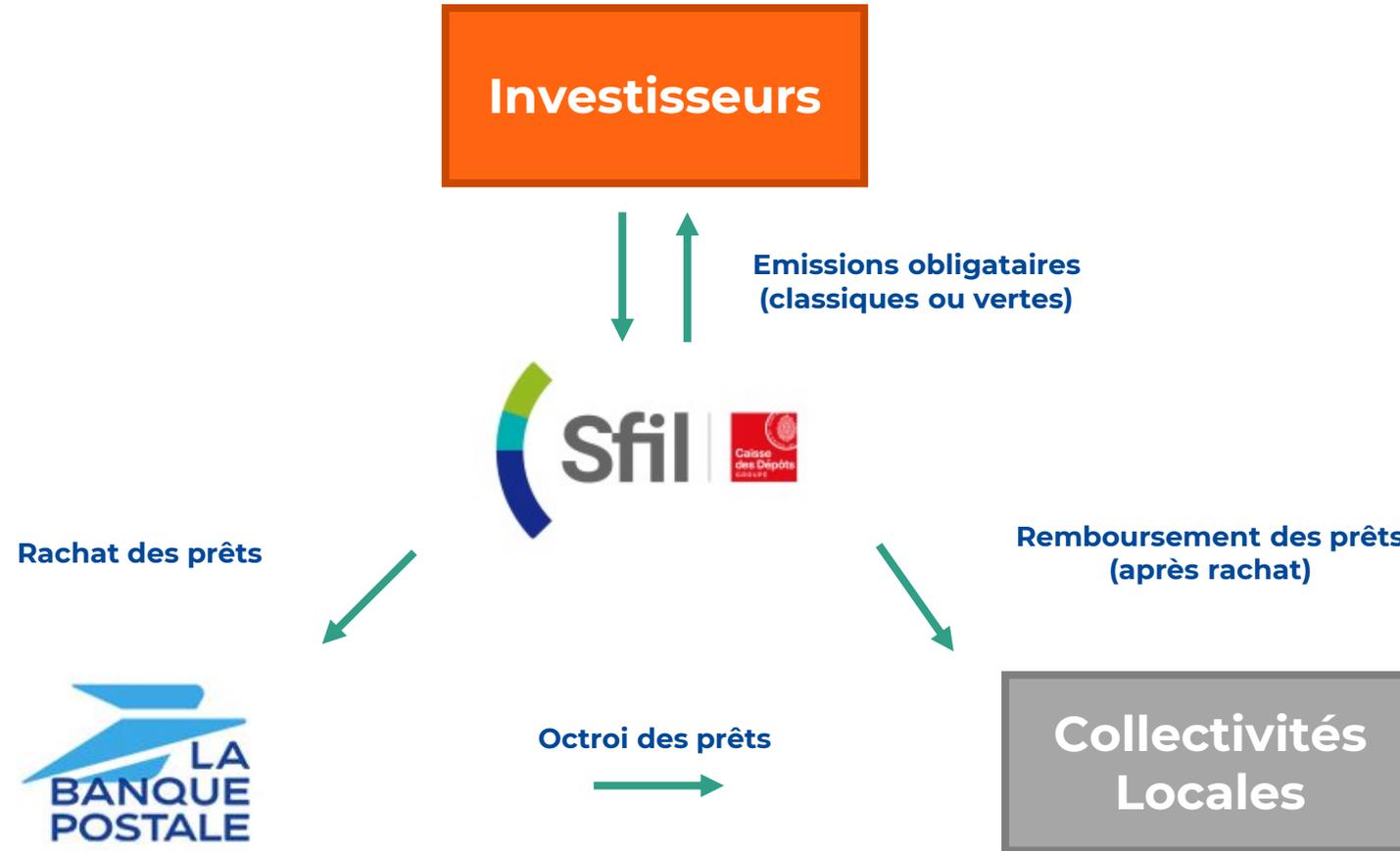
Prêts Verts & Subzen®

22 mai 2024



Financement des collectivités locales

Schéma de refinancement des prêts (dont prêts verts)



Financement des collectivités locales

La réponse par les prêts verts



Mobilités douces et transports propres

- Transport individuel
- Transports en commun
- Infrastructure ferroviaire...



Efficacité énergétique de la construction et de l'aménagement urbain

- Eclairage urbain
- Construction, acquisition, rénovation de bâtiments et logements...



Gestion de l'eau et assainissement

- Eau potable
- Gestion des eaux pluviales
- Assainissement



Gestion et valorisation des déchets

- Collecte et tri des déchets ménagers et assimilés
- Traitement des déchets



Production et développement des énergies renouvelables

- Énergie solaire
- Énergie éolienne
- Énergie hydraulique...



Financement des collectivités locales

Anatomie d'un prêt vert

Quelle sont les caractéristiques des Prêts Verts ?

01

Affectation à un projet défini cohérent avec la **taxonomie européenne** pour un financement minimum de 300 000€

02

Fourniture d'informations **extra-financières simples** permettant aux investisseurs de mesurer les impacts positifs du financement

03

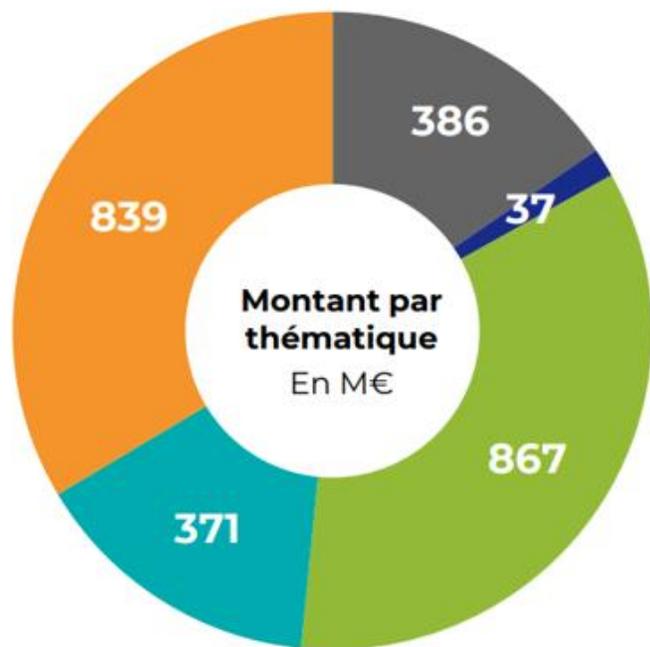
Refinancement par une **obligation verte** et fourniture d'un reporting dédié



Financement des collectivités locales

Anatomie d'un prêt vert

Volume global de 2 500 M€
depuis 2019



- Efficacité énergétique de la construction et de l'aménagement urbain
- Energies renouvelables
- Gestion durable de l'eau et de l'assainissement
- Gestion et valorisation des déchets
- Mobilité douce et transports propres

Source : Sfil, Découvrez nos exemples de prêts verts – SFIL - 4^{ème} édition (février 2024)

Quelques réalisations sur la performance (construction/rénovation) énergétique des bâtiments...

- 1** **IIEVA La Réunion** - Installation d'un outil multi-filière à Pierrefonds. Volume de Déchets Ménagers et Assimilés traité par recyclage ou valorisation organique pour **41 000 tonnes / an**.
- 2** **Département de la Seine-Saint-Denis (93)** - Le Département a investi 11,7 millions d'euros pour la réhabilitation écologique de **5 anciens bassins**. Double objectif : lutter contre les inondations et de réduire la pollution rejetée dans la Marne.
- 3** **Agen (47)** - L'aménagement consiste en un circuit sécurisé et végétalisé avec une voie de **7 km** autour du centre-ville, dédiée et réservée aux piétons et vélos.
- 4** **Régie des Eaux de Paris** - Rénovation thermique du siège social (6 722 m²) pour **61%** de gain de performance
- 5** **SDE Morbihan (56)** - Installation en 2022 de panneaux photovoltaïques sur les toits de bâtiments publics pour une puissance totale de **2 MW**.

Offre d'accompagnement à l'obtention de subventions pour les acteurs locaux

Pourquoi Subzen par La Banque Postale ?

- Baisse des marges de manœuvre
- Complexification des subventions



Notre proposition de valeur

Accompagnement des acteurs locaux moins armés pour la captation de subventions (par manque de temps/technicité/connaissance) pour **optimiser le plan de financement** de leurs opérations d'investissement



Modèle tarifaire

Forfait en fonction de **3 critères** :

- 1. Niveau d'accompagnement** (recherche/montage/gestion)
- 2. Projet(s)** d'investissement accompagné(s)
- 3. Financeurs** visés



Une mission d'accompagnement complète

3 briques modulables et complémentaires

1

Recherche des financements

Effectuer une veille permanente et des recherches ciblées sur les projets accompagnés, le cas échéant après une phase de diagnostic

2

Montage du dossier

Coordonner la constitution du dossier et piloter le suivi auprès du financeur

3

Suivi et gestion du dossier

Sécuriser l'obtention des aides en coordonnant les demandes de versement et en assurant le suivi des obligations



Rechercher et cibler des subventions adaptées



Subzen® : nos références

Ils nous font confiance





Patrick FAVÉ

Chargé de mission à la planification de la transition
énergétique

DRIEAT Ile-de-France



DRIEAT Île-de-France

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PLANIFICATION
DE LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**

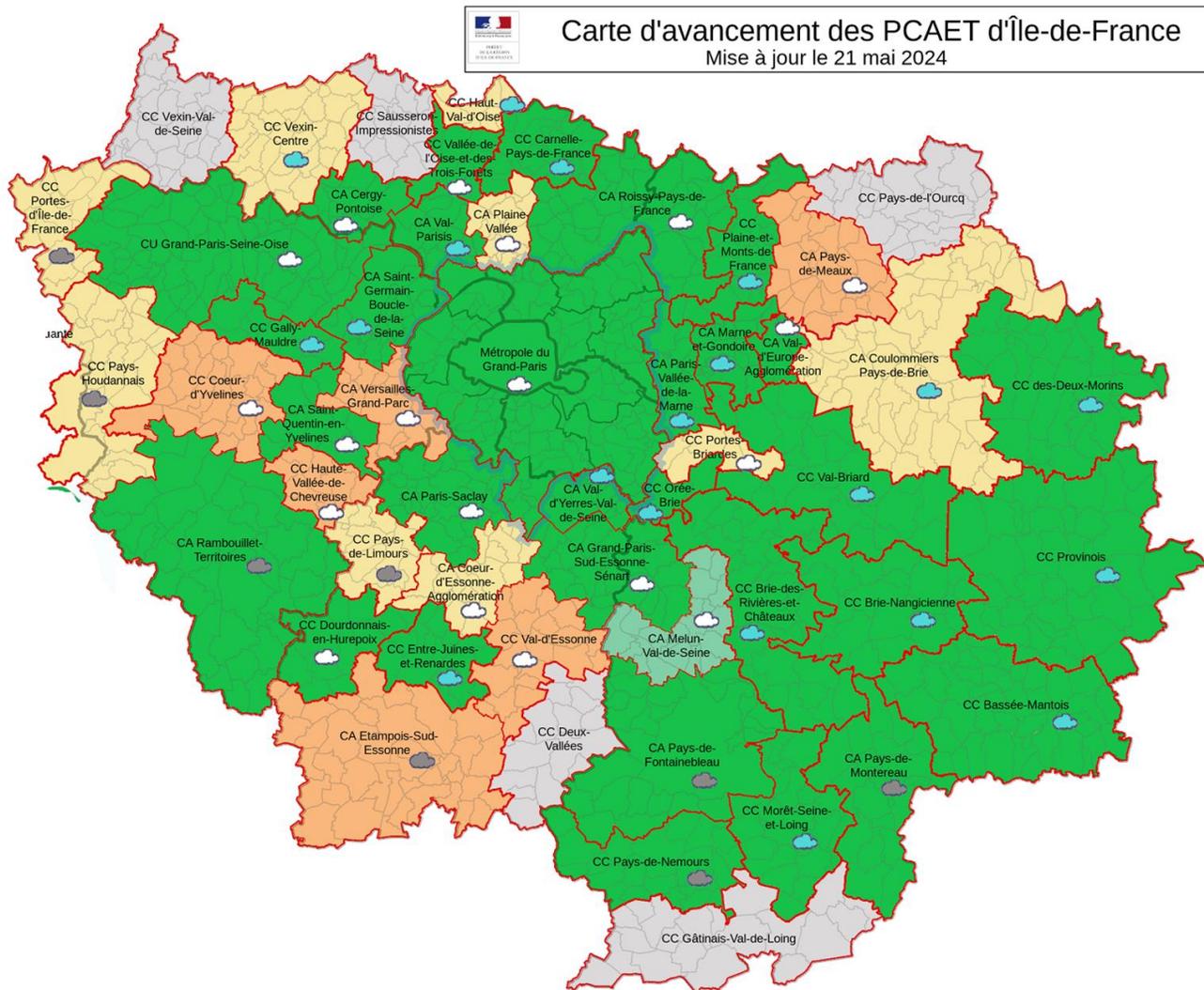
Intervention DRIEAT à la CCP du SDESM, 22 mai 2024

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Avancement et futurs des PCAET franciliens,

Dans le creux de la vague

Fin de la première vague des PCAET...



PCAET franciliens :

.59 obligés

.47 adoptés

.9 en consultation

.7 en élaboration

L'objectif principal était une montée en compétence des collectivités

Fin de la première vague des PCAET...



PCAET des EPCI dont le siège social est en Seine-et-Marne :

- .19 obligés
- .16 adoptés
- .2 en consultation (peut-être adopté?)
- .1 en élaboration

Il est à noter :

- .Un fort dynamisme départemental (déjà ancien)
- .Un rôle important joué par la CDTE-77, le CD-77, la DDT-77 et le SDESM dans l'élaboration et l'accompagnement des PCAET
- .Certaines collectivités ont aussi bénéficié d'accompagnement de l'ADEME

... le creux avant la deuxième vague (agir et se préparer)



Mettre en œuvre le plan d'action des PCAET :

- .Entamer les actions climat/énergie
- .Préserver ou reconquérir la qualité de l'air

Se préparer à une montée en puissance lors de la révision du PCAET :

- .La prise en compte de nouveaux objectifs stratégiques (Paquet climat, PPE, SNBC)
- .La sobriété énergétique et l'usage d'énergies décarbonées (not. rénovation du bâti, la mobilité)
- .Le développement des énergies renouvelables (ZAEnR)
- .L'intégration d'un « véritable » volet adaptation au changement climatique (PNACC, TRACC)
- .Toutes actions favorables à la transition des territoires (circuits courts, économie circulaire, doc. d'urbanisme, etc.)

... le creux avant la deuxième vague (agir et se préparer)



Viser en priorité l'action :

- .Vers une nouvelle génération des CRTE (post COP)
- .Profiter des dispositifs, aides, accompagnement existant ou à venir
- .Embarquer les acteurs et les populations dans leur propre transition

Améliorer l'accompagnement des collectivités :

- .Des réseaux (CDTE, TEDDIF),
- .Des in-formations,
- .Des guides nouveaux ou mis-à-jour (guide PAQA, PCAET),
- .Des outils (ROSE, Bâtistato)
- .De la capitalisation de retour d'expérience



Gwennyn YARDIN

Cheffe de projet EnR et planifications climat
SDESM

RAPPEL – Zones d'accélération des énergies renouvelables

**A compter
du 1^{er} juillet 2023**

Mise à disposition des données

Responsables :
- Etat
- Gestionnaires de réseaux de gaz et d'électricité

Délai : 2 mois



**Jusqu'à fin
décembre 2023**

Proposition des zones par les communes

Responsables :
- Communes
- EPCI

Modalités :
- Concertation du public selon des modalités librement définies
- Délibération du conseil municipal
- Débat au sein de l'organe délibérant de l'EPCI

Délai : 6 mois



**Premier semestre
2024**

Concertation territoriale

Responsables :
- Référent préfectoral unique

Modalités :
- Conférence territoriale
- Transmission de la cartographie départementale au comité régional de l'énergie



**Premier semestre
2024**

Avis du comité régional de l'énergie

Responsables :
- Comité régional de l'énergie

Modalités :
- Le comité régional de l'énergie détermine si les zones sont suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux

Délai : 3 mois



si avis positif

Cartographie des zones au niveau départemental

Responsables :
- Référent préfectoral unique

Modalités :
- Arrêt de la cartographie après avis conforme des communes pour les zones sur leur territoires
- Transmission au ministre de l'énergie et aux collectivités

EPCI, PCAET et zones d'accélération

- Une coordination commune/EPCI mal définie par le législateur
 - « débat en conseil communautaire »
 - « conférence territoriale »
- Une implication des EPCI « à géométrie variable »

- 
- Rappel des enjeux des ZAEnR et de la stratégie énergie-climat de l'EPCI
 - Transmission des modèles de délibérations
 - Réunion des maires dédiée
 - Atelier de prise en main du portail cartographique
 - Accompagnement mutualisé par un BE
 - Appui technique des communes (à la demande) pour l'analyse des potentiels et la réalisation des cartographies
 - Analyse des potentiels et réalisation des cartes pour toutes les communes de l'EPCI
 - Appui de l'EPCI lors des consultations publiques

Outil TERZA (FNCCR)

- faciliter la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables (Zaer) par les communes
→ « donner des ordres de grandeur utiles aux élus et aux acteurs territoriaux pour appréhender les quantités d'énergies renouvelables qu'ils peuvent raisonnablement chercher à déployer dans leur territoire »
- alimenté par des données ouvertes (open data) et des modélisations réalisées par Energies Demain
- **En ligne uniquement** : terza.fnccr.asso.fr
- **Gratuit**



Outil Accèl'EnR (AMORCE)

- réaliser le diagnostic de votre territoire et cibler vos potentiels pour les zones d'accélération des EnR
→ permettre d'identifier concrètement, à quelle(s) échelle(s) elles peuvent contribuer à participer à l'atteinte des objectifs énergétiques en commençant par mener ce travail sur leur propre territoire.
- 2 formats : « commune » ou « EPCI »
- Téléchargeable**
- Gratuit**

<https://amorce.asso.fr/actualite/accel-en-realisez-le-diagnostic-de-votre-territoire-et-ciblez-vos-potentiels-pour-vos-zones-d-acceleration-des-enr>



Avec le soutien financier de :




Dans cet onglet, les données de consommation et de production d'énergie sur votre EPCI sont recherchées et estimées à partir de bases de données Nationales, Régionales et Départementales. Si vous avez connaissance de données plus précises vous pouvez les ajouter dans les zones vertes.

Rappel de votre territoire : CC Brie des Rivières et Châteaux

Consommation annuelle d'énergie sur votre territoire (MWh/an) :	808 925
Production d'EnR sur votre territoire (MWh/an) :	100 103
Taux d'autoproduction EnR actuel de votre territoire (%) :	12,4%



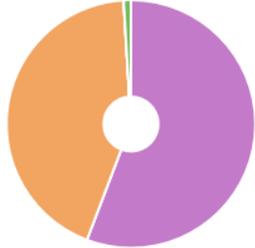
Bilan des consommations locales d'énergie

- Électricité
- Gaz
- Fioul
- Bois-Énergie
- Réseaux de chaleur & froid
- Carburants (mobilités)
- Autres sources d'énergie

Aujourd'hui votre EPCI produit localement en EnR

12%

de ses besoins énergétiques



Bilan des productions locales d'EnR

- Éolien
- Biométhane & Bioénergies
- Bois-Énergie
- EnR&R en réseaux de chaleur
- Solaire Photovoltaïque
- Hydraulique
- Autres EnR

*exclure les carburants routiers de la simulation ? (liste déroulante) : **Non**

Consommation d'énergie sur l'EPCI (2021)			
	Consommation en MWh/an	Ratio de consommation (%)	Vos propres données consolidées (MWh/an)
⚡ Électricité*	299 663	37%	
🔥 Gaz de ville ou de réseau*	148 000	18%	

< >
Accueil
Consommation & Production
Ordres de grandeur
EnR électriques
Méthanisation
Chaleur renouvelable
Bilan
Sources

Sur votre Région, un portail de visualisation de données vous permet d'aller préciser/confirmer les données affichées dans cet outil excel :

<https://www.roseidf.org/outils-ressources/energif/>



ACTUALITES

des partenaires de la CDTE 77





Marc CALORI

Chef de la mission climat, innovation et communication
DDT 77



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
des Territoires**



Patrick FAVÉ

Chargé de mission à la planification de la transition
énergétique

DRIEAT Ile-de-France



DRIEAT Île-de-France

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PLANIFICATION
DE LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**

Intervention DRIEAT à la CCP du SDESM, 22 mai 2024

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Quelques informations contextuelles sur l'action de l'État

SRCAE (schéma régional du climat de l'air et de l'énergie)

Révision du SRCAE :

- Élaborer par l'État et la Région
- Le dernier date de 2012
- Actuellement phase d'expertise (groupes de travail sur de multiples thématiques) visant à élaborer une proposition de contenu
- Prochainement phase de concertation des acteurs territoriaux et en particulier les collectivités (les PCAET constitueront la principale cible du SRCAE)
- Les objectifs sont d'augmenter les ambitions d'atténuation et d'ouvrir une « véritable » démarche d'adaptation au changement climatique
- Adoption planifiée (à priori) pour début 2025

De nouvelles références nationales

De (futurs) nouvelles références à prendre en compte dans les démarches territoriales :

- La programmation pluriannuelles des énergies (PPE - en cours de révision)
- La stratégie nationale bas-carbone (SNBC – en cours de révision, attention séquestration)
- Le plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC – en cours de révision)
- La trajectoire de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC, +4°C en 2100)

Usage et production des énergies renouvelables

Zone d'accélération pour les EnR (ZAEnR) :

- .Deux départements franciliens (78, 95) ont organisé leur conférence territoriale
- .Un travail national est en cours afin de définir une méthode de calcul permettant de convertir la surface des ZAEnR en productible. Les UD/DDT ainsi que probablement certains syndicats d'énergies seront consultés pour avis et remarques.

Décret Agrivoltaïsme

- .Décret paru le 8 avril.
- .La chambre d'agriculture est en train d'élaborer une doctrine.

Géothermies

- .L'État incite tous les acteurs à développer toutes les géothermies possibles, notamment les géothermies dites « superficielles » ou de « minime importance », à toutes les échelles possibles.

Révision du PPA :

- révision anticipée lancée en 2022
- 14 mesures réparties sur 32 actions : focus sur le trafic routier et le chauffage au bois (principales sources de pollution en IdF)
- l'enquête publique s'est terminée le 10 avril (5 réunions publiques, 1133 observations sur le registre numérique) ; en attente du rapport de la commission d'enquête (mai 2024)
- adoption du PPA par arrêté (courant juin 2024)

Guide PAQA :

- contient un suivi pas à pas, les attendus, des exemples d'actions, la grille d'instruction utilisée par la DRIEAT pour élaborer son avis
- publication prévue pour juin 2024



L'outil BATISTATO

BATISTATO



Un outil pour connaître le parc bâti des territoires d'Île-de-France

UN CLIC POUR :

IDENTIFIER les enjeux de rénovation énergétique.

VOIR des données agrégées sur le parc bâti par :

- type de **logement** et statut d'occupation ;
- typologie de **tertiaire** (bureaux, santé, enseignement, commerce...);
- périodes de construction (avant 1948, 1974, 1990, après 2005).

DÉCOUVRIR les **spécificités** de chaque territoire jusqu'à l'échelle de la **commune**.

FACILITER la prise de **décision locale** et participer à l'accélération et à la massification de la rénovation énergétique à l'échelle francilienne.

AVEC BATISTATO

VOUS CONNAÎTREZ PAR EXEMPLE :

- la part de logements en DPE F, G sur votre commune ;
- la période de construction dominante du parc social dans votre Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ;
- la répartition entre les logements individuels et collectifs sur votre département...



ACCÉDEZ LIBREMENT À L'OUTIL
BATISTATO
pour visualiser les données
sous formes de graphiques,
tableaux et cartographie, avec la
possibilité de les exporter.



BATISTATO est un outil
développé par la DRIEAT.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Merci de votre attention...

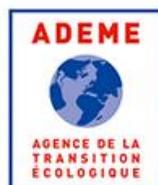
*« On n'a pas besoin de tout savoir.
On n'a besoin que de savoir où trouver
ce qu'on cherche quand on en a besoin. »
John Brunner, Tous à Zanzibar*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**



Camille BATTEUX

Ingénieure bâtiment – Pôle transition énergétique
ADEME





Elus pour agir

Le nouveau réseau d'élus référents transition écologique et énergétique



Un réseau d'échanges entre pairs

Élus
pour
agir

DEVENEZ ACTEUR
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE !



Inscrivez-vous dès maintenant
elu-referent.ademe.fr

NOTRE ENGAGEMENT

- Vous aider à mieux appréhender les enjeux de la transition écologique et énergétique
- Vous proposer des actions concrètes et soutenir leur mise en œuvre
- Vous permettre de partager des bonnes pratiques et des retours d'expériences avec vos homologues élus.
- Vous inviter à des événements de qualité

VOTRE ENGAGEMENT

Nous consacrer **une journée par an** (mixte présentiel/visio)
et **2 h tous les 3 mois** (visio).

Nous savons que votre temps est précieux, nous en ferons bon usage !



L'objectif ?

- Cibler un ou deux **élus volontaires par commune, intercommunalité**
 - Décrypter les enjeux les enjeux de la transition écologique et énergétique, quel que soit le niveau de maîtrise du sujet
 - Mieux connaître les acteurs en place, les aides financières et d'accompagnement, les bonnes pratiques
 - Proposer des actions concrètes dans différents domaines d'intervention
-

Les moyens ?

- Une **page dédiée** aux membres du réseau sur Agirpourlatransition.fr
- Un **espace de partage** des bonnes pratiques, de retours d'expériences (prochainement disponible)
- Des **webinaires nationaux**
- Une animation régionale
- Un **référent local dédié**

Inscription :

- Via le QR Code
- ou sur elu.referent.ademe.fr



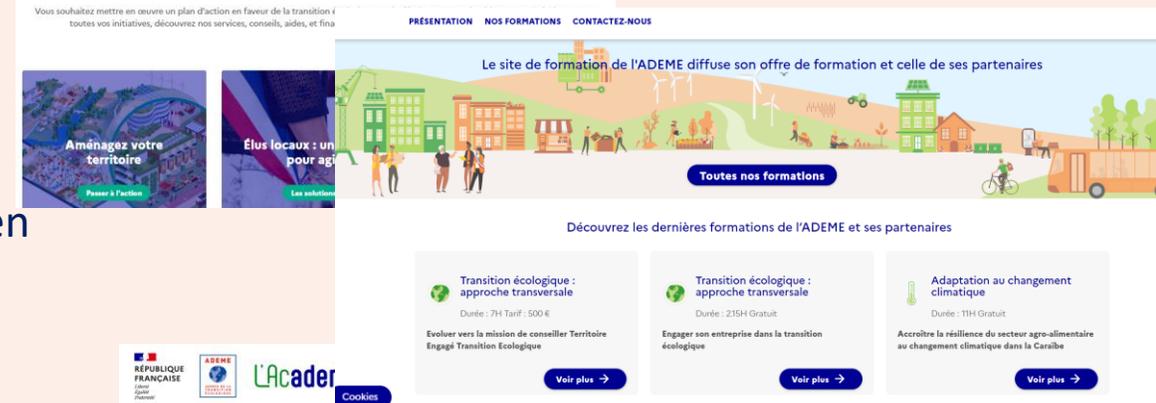
**Inscrivez-vous
dès maintenant !**

Les moyens ?

- Une page dédiée aux membres du réseau sur Agirpourlatransition.fr
- Un webinaire national par an et deux heures tous les trois mois en région pour découvrir les solutions adaptées aux enjeux locaux
- Un espace de partage des bonnes pratiques, de retours d'expériences, avec les pairs. (à venir)



Collectivités, agir ensemble pour la transition écologique et énergétique



Via le QR Code ou sur Elu.referent.ademe.fr

Le réseau « Elus pour Agir » en région Ile-de-France

Au 1 mai 2024

2500 au national et près de **200** élus franciliens adhérents.

Les prochains rdvs :

> 29 mai – première rencontre thématique, autour de l'**adaptation au changement climatique, dans le cadre du salon de l'AMIF**

>> 11 juin – Webinaire national du réseau Élus pour agir sur le thème « Rafrachir nos villes et nos villages ».

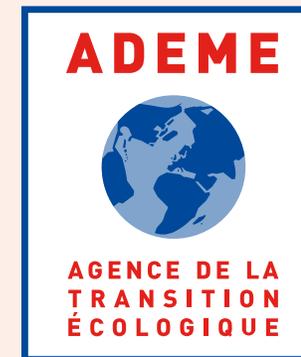
>>> 19 juin – Visite apprenante sur la tarification incitative

Nous contacter : idf.eluspouragir@ademe.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Direction Régionale ADEME Ile-de-France

agirpourlatransition.ademe.fr

Pour suivre les actualités de l'ADEME Île-de-France, abonnez-vous à notre compte [X](#) et à notre [Fil d'Actu](#).



●●● **Merci de votre attention**